

L'ÉDITO

Pascal Martin

LE TERRORISME NOUS A LAISSÉ DES POLICIERS PLUS ARMÉS

Nos policiers sont plus nombreux à être armés. L'information est livrée par le ministre de l'Intérieur Jan Jambon. Le nationaliste flamand constate que 121 zones de police sur 188 ont vu des agents demander à porter une arme.

Combien sont-ils exactement ? Le détail n'a pas été donné. Mais sans surprise, c'est à Bruxelles et à Anvers qu'on trouve le plus grand nombre d'agents armés. Le contexte terroriste est bien sûr à l'origine de ce phénomène. Jusqu'au « lockdown de Bruxelles » qui a suivi les attentats parisiens du 13 novembre 2015, les agents de police ne pouvaient pas porter d'armes. Pour cela, ils devaient attendre de passer inspecteurs moyennant une certaine expérience et l'acquisition de connaissances spécifiques. Mais le terrorisme a changé la donne. Il s'est emparé des esprits, instillant une perception permanente du danger dans la population mais aussi chez ceux qui veillent à sa protection. Le gouvernement a donc autorisé les agents à porter une arme, moyennant une formation complémentaire, l'objectif étant de rassurer ceux qui se sentent menacés.

Faudra-t-il vivre longtemps encore avec les stigmates du terrorisme ?

Le hic, c'est que l'abaissement du niveau de la menace décidé en janvier dernier n'a pas impliqué le désarmement de ces

agents de police, pas davantage qu'il n'a entraîné le retrait total des militaires de nos rues. Le risque d'un attentat terroriste ne peut jamais être écarté, cela va de soi. Et il faut aussi rappeler

qu'en raison de la privatisation d'une partie de leurs missions, les agents interviennent de plus en plus en support des inspecteurs de police, lors d'opérations potentiellement risquées.

Faudra-t-il vivre longtemps encore avec les stigmates du terrorisme ? Faut-il se résoudre à imiter la France qui a enchaîné alertes et plans Vigipirate depuis quarante ans ? Ce serait admettre que ce type de violence est à ranger parmi les cancers dont on ne guérit jamais. Se résigner à l'impuissance.

Dans le Grand Baromètre politique publié en mars dernier, il est apparu que les Bruxellois reprenaient progressivement confiance et tournaient progressivement le dos au climat installé par les attentats. La peur de prendre le métro – frappé le 22 mars 2016 à la station Maelbeek – était davantage présente chez les Flamands et les Wallons. Ce paradoxe nous a rappelé que le sentiment d'insécurité est en partie une affaire de subjectivité, que la vue des armes portées par les policiers comme par les soldats peut rassurer l'un tout en inquiétant l'autre.

Ce cocktail d'impressions et d'attentes contradictoires alimente fatalement une certaine approche de la vie en société. Il n'est ni bon ni mauvais. Et sans doute contribue-t-il à faire passer la pilule amère qu'est notre absence de réponses novatrices aux problèmes de l'époque.